
Ricardo et le rôle de l'échange dans le développement économique

→ La problématique

Un pays a-t-il intérêt à participer à l'échange international ? Pour Ricardo la réponse ne fait aucun doute : un pays peut tirer parti du commerce extérieur même s'il est moins efficace que le reste du monde dans toutes les productions. Avec une telle proposition Ricardo pose les fondements au début du XIX^e siècle de la doctrine libre-échangiste, doctrine qui s'inscrit dans la pensée libérale initiée par A. Smith.

Cette grande vertu attribuée au libre-échange marque une rupture évidente avec la conception mercantiliste du commerce international qui avait prévalu jusque-là. Les Mercantilistes portent toute leur attention sur l'enrichissement de la Nation, enrichissement mesuré par le stock d'or et d'argent accumulé. Dès lors, le commerce extérieur du pays doit impérativement être excédentaire afin de générer le maximum d'entrées de métal précieux et d'en limiter les sorties. Les excédents des uns étant les déficits des autres, le commerce international s'apparente donc à un jeu à somme nulle : ce que gagnent les uns est perdu par les autres. Cette stratégie conduit l'État à mener une politique protectionniste afin de protéger les marchandises produites sur le territoire national de la concurrence étrangère.

Dans la pensée classique, la richesse d'une nation ne se mesure pas par le stock d'or et d'argent accumulé ; l'accès à des biens variés et au moindre coût constitue la principale source de bien-être d'une population. La division du travail à l'échelon international et la liberté de commercer permettent d'atteindre cet objectif. *La loi des avantages comparatifs, ou des coûts comparés, exposée par Ricardo permet de déterminer les spécialisations efficaces et donc la division internationale du travail. En se spécialisant dans la production dans laquelle il dispose d'un avantage relatif en terme de coût de production, chaque pays accroît sa capacité productive et dégage un surplus exportable lui permettant en retour d'importer les biens qu'il ne produit pas. Dès lors la division internationale du travail accroît la production globale et génère un gain qui sera réparti entre l'ensemble des participants à l'échange.*

Au moment où il énonce sa théorie, David Ricardo s'interroge sur la nécessité du capitalisme de recourir au commerce international pour survivre. Cette interrogation se prolongera à notre époque par une interrogation plus fondamentale encore : le libre échange favorise-t-il le développement économique ?

C'est la raison pour laquelle l'analyse ricardienne de l'échange international est d'une portée telle qu'elle demeure encore aujourd'hui une référence dans la théorie du commerce international. Cette analyse constituera surtout la justification théorique des politiques d'ouverture des économies nationales qui se succéderont au XIX^e siècle mais aussi au XX^e siècle, notamment au travers des Rounds du GATT (EX : l'Uruguay round).

→ L'auteur : David Ricardo (1772-1823)

Voir la biographie imaginaire de l'économiste dans le dossier documentaire.

→ Ricardo et le devenir du capitalisme...

A) La répartition des revenus et ses conséquences sur l'accumulation du capital

Le sujet de préoccupation fondamental de Ricardo est le devenir du capitalisme. Or pour l'économiste, cet avenir dépend de l'accumulation du capital et donc du taux de profit. On a ainsi la relation :

TAUX DE PROFIT → ACCUMULATION DU CAPITAL → EXPANSION DE L'INDUSTRIE

Par ailleurs, la société que décrit Ricardo est divisée en trois classes sociales auxquelles correspondent trois types de revenus : Les travailleurs salariés (LE SALAIRE), les capitalistes (LE PROFIT) et les propriétaires fonciers (LA RENTE).

A partir de ces éléments, Ricardo développe l'idée qu'en longue période, la part relative de ces trois revenus se modifie au détriment du profit et à l'avantage de la rente foncière conduisant

ainsi à freiner voire même à stopper l'accumulation du capital (= l'investissement). **Dans ces conditions, la croissance va devenir nulle parce qu'il ne sera plus rentable d'investir.**

Ricardo parle alors « d'état stationnaire » pour décrire une économie sans croissance.

Son raisonnement peut se résumer de la manière suivante :

- Quand les salaires augmentent, les profits baissent puisque ce sont les capitalistes qui payent les salaires.
- De son côté, le niveau des salaires dépend pour une large part du prix des marchandises qui entrent dans la nourriture des ouvriers, à savoir le pain.

DONC : \nearrow Prix du blé \rightarrow \nearrow prix du pain \rightarrow \nearrow salaire de l'ouvrier \rightarrow \searrow taux de profit.



Ricardo rejoint ici Malthus sur un point : l'augmentation des salaires encourage les ouvriers à faire plus d'enfants, la population augmente. Pour nourrir tout le monde, il faut mettre en culture des terres moins fertiles où le rendement l'hectare est moins bon et les coûts de revient plus élevés (revoir la « loi des rendements décroissants »). Ainsi, comme le prix de vente du blé va être déterminé par le coût de production sur la dernière terre mise en culture ; il va donc s'élever, entraînant une augmentation du prix du pain, poussant lui-même à la hausse le salaire ouvrier.

Le grand perdant du système est... le capitaliste car l'augmentation des salaires fait baisser son taux de profit. *Il n'est plus en mesure d'investir autant qu'auparavant ce qui est dommageable pour l'ensemble de l'économie puisque c'est par l'accumulation du capital qu'il introduit du progrès technique au sein de la société est assurée son « progrès » !*

Le grand gagnant est... le propriétaire foncier car il s'enrichit en touchant la rente foncière différentielle (= différence de gain entre le rendement des bonnes terres et celui des mauvaises terres).

B) Le libre-échange comme remède à l'état stationnaire de l'économie.

A partir du problème évoqué plus haut, Ricardo va justifier le recours au libre-échange. Aussi, la libre importation du blé et des subsistances apparaît comme le moyen de relever le taux de profit et ainsi d'accélérer l'accumulation du capital. L'ouverture aux importations de blé étranger permettrait de relâcher la forte pression à la hausse sur le prix du blé britannique et serait ainsi, en permettant un rétablissement des profits, un remède à la perspective d'état stationnaire de l'économie. A partir de 1819, dans le cadre de son activité de parlementaire, David Ricardo va militer pour l'abolition des lois sur les blés, les *corn laws*, qui étaient des taxes destinées à dissuader voire à interdire les importations de blé étranger à plus bas prix, et donc plus compétitif, que le blé britannique.

→ Ricardo et l'apologie du libre-échange

Le message de Ricardo est positif quant au libre-échange : selon lui, tout pays peut gagner à échanger des marchandises. Au pire, il n'y perd pas, au mieux, il y gagne !!!

A) Adam Smith et la théorie des avantages absolus

Dès 1776, dans *La Richesse des Nations*, Adam Smith explique qu'un pays a intérêt à importer un bien dès lors qu'il est moins coûteux que le même bien produit sur le territoire national. Il en découle que chaque pays doit se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose d'un avantage absolu, c'est à dire dans le domaine où il est meilleur que tous ses partenaires à l'échange, ou encore, le domaine dans lequel il est capable de réaliser la production à un coût inférieur à tous les autres. L'échange international s'explique alors par des différences de coûts absolus, chaque pays se spécialisant dans la production pour laquelle il dispose d'un « **avantage absolu** » sur ces partenaires.

Aussi séduisante soit-elle, l'analyse de Smith se heurte à une contrainte évidente : pour qu'un pays ait intérêt à s'ouvrir aux échanges, il faut d'abord qu'il possède un avantage absolu, c'est à dire qu'il soit plus efficace que ses partenaires dans la production d'un bien. Si tel n'est pas le cas, il n'aura aucun intérêt à participer à l'échange international et cherchera même à mettre en place une politique de protection.

Ainsi, une spécialisation absolue limiterait considérablement les échanges dans la mesure où les pays développés monopoliseraient la production de marchandises du fait d'un coût de production faible et d'autres verraient au contraire leur activité réduite à néant.

Ricardo va, quant à lui, aborder la question du commerce extérieur de manière moins restrictive en énonçant sa loi des avantages comparatifs.

B) La loi des avantages comparatifs de Ricardo (voir le travail sur dossier documentaire)

Dans *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Ricardo aborde la question du commerce extérieur. En prenant l'exemple d'un pays qui ne dispose d'aucun avantage absolu dans la production des biens, Ricardo démontre que la spécialisation et l'ouverture aux échanges sont quand même source de croissance.

1) Les hypothèse de départ...

Le raisonnement de Ricardo repose sur un certain nombre d'hypothèses très strictes :

⊗ **Il existe un seul facteur de production : le travail.** Le capital est assimilé à du travail indirect, c'est à dire que sa valeur est mesurée par la quantité de travail qui a été nécessaire pour le fabriquer les outils, les machines, etc. Cette conception part du principe que chaque machine, chaque outil contient une certaine quantité de travail.

⊗ **Il existe une parfaite mobilité des facteurs de production à l'intérieur d'un pays.** Ainsi, la main d'œuvre circule librement entre les secteurs : pas de problèmes de qualification, de reconversion, etc.

⊗ **Il existe un plein emploi des facteurs de production dans chaque pays et notamment pas de chômage.**

⊗ **Les facteurs de production sont immobiles entre chaque pays.** Ainsi, il n'y a pas de migrations internationales de populations ni de firmes multinationales. Pour Ricardo, l'immobilité du capital s'explique par le fait que les entrepreneurs répugnent à aller se placer sous une tutelle étrangère, même pour bénéficier de profits plus élevés.

⊗ **Les pays sont de taille identique.**

⊗ **Les pays ont des techniques de production différentes.**

2) Les déterminants de la spécialisation...

La démonstration de Ricardo met en présence deux pays, l'Angleterre et le Portugal, et deux produits, le drap et le vin.

Les coûts de production sont déterminés par la quantité de facteur de production nécessaire à la production d'un bien. La valeur d'une marchandise se mesure par la quantité de travail qu'elle contient (= théorie de la valeur travail). Deux biens s'échangent en proportion de la quantité de travail que requière leur production.

Le Portugal dispose dans l'exemple de Ricardo d'un avantage absolu pour la production du vin et du drap. Dans la logique de Smith, l'Angleterre serait gagnante à importer les deux productions du Portugal, fabriquées à un coût inférieur. Mais le coût social d'un tel choix pour l'Angleterre serait inacceptable : terres en friches, fermetures d'usines textiles, augmentation du chômage, etc.

Sans avantage absolu, selon Ricardo, l'Angleterre a intérêt à jouer le jeu de la spécialisation et à participer à l'échange. Cependant, sa spécialisation va devoir reposer sur la base d'un avantage relatif et non plus d'un avantage absolu.

Le principe de l'avantage relatif ou avantage comparatif peut s'exposer de la manière suivante :



chaque pays tire un gain à l'échange en exportant les biens pour lesquels il dispose du plus grand avantage comparatif en termes de coût de production (ou de productivité) et en important ceux pour lesquels il dispose de l'avantage comparatif le plus faible

ou encore

un pays a intérêt à se spécialiser dans le domaine où il est relativement le meilleur ou le moins mauvais.

ou encore

Lorsque les coûts de production diffèrent d'un pays à l'autre, chaque pays gagne à l'échange international en se spécialisant dans la production du bien où sa productivité du travail est la plus forte.

Cette loi donne au libre-échange un solide fondement puisqu'un pays ne peut que gagner à pratiquer l'échange. Ainsi, aucun pays ne peut être exclu de l'échange. Le pays qui excelle dans tous les produits devra se spécialiser et le pays dont la productivité est médiocre devra également se spécialiser sur la base de son avantage comparatif. Le caractère intuitif de la loi de Ricardo est fort bien retransmis dans l'exemple fameux de Samuelson : « l'avocat bien qu'excellent dans le suivi de ses dossiers aussi bien que dans la frappe a tout intérêt à se consacrer au suivi de ses dossiers et à laisser la dactylographie à sa secrétaire ». De même, le Portugal bien qu'étant meilleur que l'Angleterre dans la production du drap et du vin a intérêt à délaissier la production de drap et à affecter la quantité de facteur travail ainsi libérée à la production de vin, production où il est relativement meilleur.

3) Les bienfaits du libre échange

Le commerce international n'est donc pas un jeu à somme nulle dans lequel l'un ne gagne que ce que l'autre perd comme le pensent les mercantilistes. L'instauration du libre échange permet d'améliorer la situation de chaque participant à l'échange.

La spécialisation permet une hausse de la production mondiale. En situation d'autarcie, c'est-à-dire avant la spécialisation, 390 hommes par an permettaient d'obtenir 2 unités de drap et 2 unités de vin. Sur la base du principe des avantages comparatifs, l'Angleterre se spécialisera dans le drap, les travailleurs du secteur viticole passant dans le secteur du drap, soit un volume de travailleurs toujours égal à 220 hommes par an. La productivité dans le drap étant de 1/100 en Angleterre (*100 hommes par an en Angleterre pour fabriquer une unité de drap*) la production sera donc de 2,2 unités de drap ($220 \times 1/100$) après spécialisation.

Le Portugal se spécialisera dans le vin, les travailleurs du secteur du drap passant dans le secteur viticole. Pour un même volume de travail qu'en situation d'autarcie, 170 hommes par an, la productivité dans la production du vin au Portugal étant de 1/80, la production de vin sera donc de 2,125 unités ($170 \times 1/80$). **La spécialisation internationale permet une hausse de la production mondiale et donc du bien être des participants à l'échange.** La possibilité d'obtenir une plus grande variété de biens à des coûts plus bas ne peut que réjouir les consommateurs et les producteurs de tous les pays participant à l'échange.

La spécialisation permet une économie de facteurs qui pourront être consacrés à l'accroissement général des richesses. Avant spécialisation, la production de 2 unités de vin et de 2 unités de drap nécessitaient 390 hommes par an. Après spécialisation, le Portugal produira 2 unités de vin avec 160 hommes par an (80 pour fabriquer une unité de vin), l'Angleterre produisant quant à elle 2 unités de drap avec 200 hommes par an (100 pour fabriquer une unité de drap) soit un volume de travail utilisé de 360 hommes par an pour produire la même quantité de biens qu'en situation d'autarcie. La spécialisation permet d'économiser le facteur travail, 30 hommes-années dans l'exemple de Ricardo. **La division internationale du travail permet donc une allocation optimale des ressources rares.**

Il faut également rajouter à ces bienfaits d'ordre économique, un bienfait politique. **Ricardo voit en effet dans le commerce international un moyen de rapprocher les peuples : c'est donc un instrument de pacification.**

→ La thèse de Ricardo est-elle toujours d'actualité ?

La thèse de Ricardo a été le fondement des théories du commerce international depuis deux siècles. Elle a bien sûr été actualisée et raffinée.

Ainsi, le théorème énoncé par E. Heckscher, B. Ohlin et P. Samuelson (économistes du XX^e siècle), mieux connu sous le sigle HOS constitue la synthèse de la théorie néoclassique du commerce international et prolonge l'œuvre de Ricardo en expliquant plus précisément l'origine et le choix de la spécialisation d'un pays. Ce théorème peut s'énoncer ainsi : « Dans l'échange international, en régime de libre-échange, les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions qui utilisent en plus grandes proportions le facteur dont ils sont le mieux pourvu » [...].

Des économistes ont montré que loin de se faire entre pays très différents, l'essentiel des échanges se fait entre pays relativement voisins par les niveaux de développement. C'est le cas de Linder qui pense que l'identité des dotations en facteurs de production entre différents pays favorise l'échange entre ces pays. En effet, un pays A exportera facilement un produit pour lequel il existe déjà chez lui une forte demande interne vers un pays B à dotation en facteurs de production identique, car leurs niveaux de vie internes sont comparables (structures de la consommation et niveau de la demande très proches).

Les hypothèses ricardiennes ont également fait l'objet de critiques : la mobilité du travail et du capital sont aujourd'hui une réalité incontournable. La multinationalisation montre que la recherche de la dimension et des économies d'échelle peut l'emporter sur la spécialisation. Mais sur le fond, l'approche de Ricardo reste pertinente: c'est encore le coût relatif du travail qui est le facteur déterminant de l'échange aujourd'hui.

Ou encore, l'essentiel de la compétitivité se fait aujourd'hui non par les prix et les coûts (compétitivité-prix) mais par la qualité du service, la capacité à se positionner et à se rapprocher du consommateur que l'on connaît mieux lorsqu'on délocalise la production (compétitivité structurelle ou hors-prix).

→ Les critiques à l'encontre de la théorie ricardienne de l'échange

La théorie du commerce international de Ricardo est souvent jugée en la confrontant aux évolutions contemporaines de l'économie mondiale (rôle des FMN ou FTN, développement du commerce intra branche, etc.) et de ce point de vue, ses limites sont incontestables. Mais d'autres limites peuvent être mises en évidence si l'on considère le résultat final de l'échange, à savoir le gain mutuel à l'échange en termes de développement économique.

A) Les stratégies des firmes

Il est de plus en plus difficile rattacher un produit fini à une seule origine nationale. La mondialisation des marchés a ouvert des perspectives nouvelles aux firmes qui ne se contentent plus d'exporter leurs produits mais vont elles-mêmes s'implanter à l'étranger dans le cadre d'une stratégie de production ou encore de commercialisation. Ces comportements supposent une forte mobilité du capital qui invalide une des hypothèses de départ de Ricardo.

Le phénomène de mondialisation des économie exacerbe la concurrence entre les économies nationales. Les FMN en sont les acteurs principaux en réalisant des IDE à l'étranger. Ainsi, l'ouverture des économies ne se mesure plus seulement en termes d'importations et d'exportations de marchandises ou de services mais également par une mobilité croissante du capital liée aux stratégies des firmes qui n'hésitent plus à délocaliser des segments (= parties) de leur production et envisagent désormais la fabrication de leur produit à l'échelle internationale, chaque filiale implantée à l'étranger réalisant un stade différent et complémentaire du processus de production. C'est ce que l'on appelle la DIPP (Division Internationale du Processus productif).

☞ 1/3 des exportations françaises de produits industriels sont des ventes de firmes installées en France à des établissements installés à l'étranger et faisant partie du même groupe.

On ne peut plus alors parler d'échanges internationaux, mais d'opérations internes aux groupes (détermination du prix de facturation entre filiales, choix techniques et commerciaux spécifiques à l'entreprise, etc.).

B) Le commerce intra branche et la DIPP

80% des flux commerciaux sont réalisés entre pays industrialisés, c'est à dire des pays qui ont des dotations factorielles en travail et en capital très proches. Dans ce contexte, les explications traditionnelles de l'échange (= la théorie de Ricardo) se révèlent incapables à expliquer la répartition des échanges sauf dans le cas des échanges Nord/Sud qui restent organisés sur la base d'un commerce de produits issus de secteurs différents en raison des écarts de dotations factorielles.

Comme les échanges intra-firmes, les échanges intra-branches résultent d'un « découpage » du processus de production en plusieurs stades qui vont de la transformation à l'assemblage, chaque stade étant localisé dans un pays différent. Cette stratégie permet d'influer sur les coûts de production et le prix de vente en jouant des dotations factorielles présentes dans les différents pays d'implantation.

C) Une conception statique de l'avantage comparatif

Dans sa théorie du commerce international, D. Ricardo explique les différents avantages comparatifs par l'existence d'un pays à l'autre de technologies différentes. Pour lui, la production dans laquelle se spécialise un pays du fait d'un avantage comparatif lui procure toujours (= définitivement) un gain. Ainsi, un avantage comparatif est donné une fois pour toute, il n'évolue pas, ce qui interdit toute perspective de changement de situation pour un pays. L'émergence des NPI d'Asie du Sud-Est semble aujourd'hui démentir cette approche.

D) Et si l'échange ne profitait pas à tous de la même manière ?!!

Derrière ce constat se cachent des interrogations :

- Le commerce international engendre-t-il pour les PED un « développement du sous-développement » ?
- Un PED peut-il compter sur l'insertion au marché mondial pour réussir à se développer ?

Le commerce international peut faire naître des rapports de domination. Ainsi, pour François Perroux, la domination ne résulte pas d'un processus délibéré mais résulte des inégalités de forces productives (quantités, qualité et combinaison des facteurs de production) entre les pays. Les pays dominants disposant d'un appareil productif développé, spécialisés dans des biens à forts gains de productivité et dans des secteurs à forte croissance de la demande, acquièrent rapidement une position-clé sur le marché au détriment des autres. De plus, les prix évoluent souvent de façon favorable aux nations dominantes qui voient leurs termes de l'échange s'améliorer au détriment des nations les moins performantes.

Les marxistes partagent ce point de vue, mais pour eux, cette situation traduit la volonté délibérée d'exploitation des pays pauvres par les pays riches. Avant d'envisager plus particulièrement l'approche de S. Amin et A. Emmanuel (économistes marxistes contemporains), il faut effectuer quelques précisions de vocabulaire.

Echange inégal : *il y a échange inégal entre deux pays si à travers l'échange international, un pays obtient des marchandises qui incorporent davantage d'heures de travail qu'il n'en donne à travers ses propres produits. Dans la logique de la « valeur travail », cela signifie que sous l'apparence d'un échange équivalent, un des deux pays s'enrichit alors que l'autre s'appauvrit. La source de l'échange inégal est l'écart de niveau de salaire entre les deux pays ; c'est-à-dire un travail sous rémunéré dans les PED.*

Impérialisme : *au sens marxiste-léniniste, il désigne le capitalisme arrivé « à maturité » parvenu au stade de la domination des monopoles et du capital financier : la fusion du capital industriel et du capital bancaire. Les pays capitalistes, à travers leurs firmes multinationales (FMN) se partagent le*

monde et les marchés, maintenant les PED en situation de dépendance et d'exploitation. Ainsi, après la décolonisation des années cinquante-soixante, les pays du Tiers-Monde ont accédé à l'indépendance politique mais sont restés victimes d'un « néo-impérialisme » économique et culturel à travers la domination des multinationales et de la culture occidentales, américaines notamment).

Centre / périphérie : le « centre » désigne les pays capitalistes développés qui dominent la division internationale du travail. Ils ont connu un développement économique, une forte accumulation du capital et sont passés au stade impérialiste. «La périphérie» désigne les pays dépendants du «centre», soumis à l'échange inégal et exploités. Leur économie est désarticulée, leur croissance bloquée. Ils connaissent un «mal-développement», et même une aggravation du sous-développement.

Selon S. Amin, l'échange international est régi par la « loi » de l'échange inégal : à productivité égale, le travail est rémunéré plus faiblement à la périphérie. Ainsi, une heure de travail d'un ouvrier américain serait échangée contre trois heures de travail d'un ouvrier Zaïrois. Le commerce international aboutit à un transfert de valeur des pays pauvres vers les pays riches, donc obéit à une logique d'exploitation.

Il existe des pays capitalistes industrialisés (PCI) exportateurs de produits de base (EX : le blé américain ou français, le pétrole anglais...) et il existe des PED exportateurs de produits manufacturés (la Corée du Sud, le Brésil...).

La détérioration des termes de l'échange (DTE) est celle des produits exportés par les pays sous-développés, car le prix des produits de base exportés par les PCI ne baisse pas. La DTE est apparue pour les PED avec la naissance des monopoles, l'impérialisme, c'est-à-dire l'extension du mode de production capitaliste du centre à la périphérie.

Cette « impérialisme » a pour but de combattre la loi de baisse tendancielle du taux de profit. Le mode de production capitaliste a sans cesse besoin d'élargir ses marchés et d'exploiter des zones nouvelles où le taux de profit est plus élevé qu'au centre.

Il y a donc transposition au niveau international du schéma de la lutte des classes : les nations capitalistes dominent et exploitent les nations prolétaires. Il y a alliance entre les bourgeoisies du centre et les bourgeoisies des PED (appelées « bourgeoisies compradores ») qui ont choisi de lier leur sort au capitalisme mondial en bénéficiant des avantages des FMN et en imitant les classes dirigeantes occidentales.

La seule issue est la révolution des forces socialistes des PED pour éliminer les bourgeoisies compradores, rompre avec le marché mondial et viser un développement autocentré (stratégie de développement qui privilégie la création puis le renforcement d'un appareil productif national : c'est à dire la négation d'une stratégie de développement extravertie !).

CRITIQUE DE CETTE APPROCHE

L'approche qui vient d'être décrite est dite « tiers-mondiste », cela signifie qu'elle dénonce l'impérialisme des grandes puissances capitalistes et affirme que le Nord s'enrichit en appauvrissant le Sud. En tant qu'idéologie de libération des nations opprimées, elle a fait l'objet de vives critiques.

Tout d'abord les PED les plus pauvres sont ceux qui ont eu le moins de relations avec les FMN occidentales.

Ensuite les difficultés économiques des PED ne proviennent pas essentiellement de l'extérieur mais de l'intérieur : erreurs de stratégies de développement, gaspillage de l'argent emprunté, faillite des élites politiques.

Le sous-développement, dans cette optique, résulte avant tout de l'incompétence et de la corruption des dirigeants. Tous les pays qui se sont lancés dans la « voie socialiste » ont fini dans une impasse : non

seulement le niveau de vie a baissé, mais en plus ils ont souvent « récupéré » un régime politique très oppressif.

Par ailleurs, le décollage spectaculaire des NPI, montre qu'il n'y a pas une logique universelle de domination du Nord sur le Sud, mais que les bons choix stratégiques débouchent sur le succès.

E) Les thèses protectionnistes

Au XVIII^e siècle la doctrine libérale avait éclipsé le mercantilisme mais n'a jamais fait totalement disparaître les arguments en faveur du protectionnisme.

Au XVIII^e, le protectionnisme trouve encore des défenseurs en la personne F. List, économiste allemand qui prône un protectionnisme sélectif et temporaire destiné à défendre les industries allemandes naissantes face aux concurrentes anglaises déjà solidement installées sur le marché. Sans protection douanière, les firmes nationales ne pourraient lutter contre des firmes étrangères disposant de parts de marché importantes.

List souligne l'importance de « l'étendue du marché » pour la compétitivité en termes de coûts : une production en grande série fait baisser les coûts moyens et l'entreprise réalise des économies d'échelle impossibles à atteindre pour les entreprises entrant sur le marché. Le phénomène des économies d'échelle (ou de dimension) correspond à la réduction des coûts obtenue par une augmentation des quantités produites.

Le protectionnisme peut se justifier pour « se construire » un avantage comparatif dans une branche. La difficulté de telles barrières aux échanges est qu'une fois installées, il devient difficile de les supprimer car elles permettent aux producteurs « protégés » de profiter de rentes de situation !

Ainsi, si d'après List, la mise en place de mesures protectionnistes peut permettre à un pays de se « construire » dans un secteur d'activité un avantage comparatif, elle peut également viser à assurer une reconversion moins douloureuse pour une branche d'activité qui perd son avantage comparatif.

En France, J.M. Jeanneney (ancien ministre sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing) s'est fait le porte-parole de ce point de vue. Pour lui, le libre-échange n'est pas une mauvaise chose en soi, mais il faut mettre en place un « libéralisme organisé », c'est-à-dire promouvoir le libre-échange à l'intérieur d'une zone économique suffisamment vaste et homogène (l'Union européenne) pour bénéficier des avantages liés à la concurrence. D'autre part, il conviendrait de se protéger de l'extérieur et notamment des PED soupçonnés de mener une concurrence déloyale et de menacer nos emplois.

→ En guise de conclusion...

La question d'avenir n'est plus le choix entre le libéralisme (développement extraverti) et le protectionnisme mais comment réguler une économie mondiale en donnant une place aux pays les moins avancés qui s'enlisent dans le sous-développement, sachant que le « modèle coréen » n'est pas généralisable (ne serait-ce que pour des raisons culturelles).

La leçon de l'Histoire est qu'aucun pays n'a pu se développer en se refermant sur lui-même, ni d'ailleurs en sacrifiant son marché intérieur en privilégiant avant tout les activités productives liées à l'exportation.

La question devient donc : quelle spécialisation internationale choisir pour « faire sa place » sur le marché mondial, sans pour autant négliger la croissance du marché intérieur ?



NOTE AU LECTEUR

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de deux ouvrages que sont :

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.

Se voulant le plus synthétique possible et visant à donner aux élèves une vision globale d'une approche théorique, ce travail peut paraître parfois partial et partiel mais je l'assume et t'invite, toi lecteur et toi collègue à me faire part de tes critiques car tout est éminemment perfectible.

Pour me faire part de vos éventuelles remarques vous pouvez m'écrire à :

Pascal.Bailly@ac-grenoble.fr

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)